



HAL
open science

Les passions de l'élu local, du notable au médiateur

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. Les passions de l'élu local, du notable au médiateur. Histoire@Politique: revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2015, Notables et République en France de 1870 à nos jours, 25, pp.1-10. halshs-01139323

HAL Id: halshs-01139323

<https://shs.hal.science/halshs-01139323v1>

Submitted on 3 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les passions de l'élu local, du notable au médiateur

Alain Faure

Dans les travaux de science politique des années 1960 consacrés à l'activité politique des élus locaux, le terme de « notable » était très employé en histoire et dans les travaux de la sociologie des organisations pour « signifier le lien complexe entre une origine sociale, une activité professionnelle, un rapport au territoire, un discours souvent consensuel au nom de l'intérêt local, des relations de pouvoir vis-à-vis des différents niveaux d'administration, ruraux et urbains, municipaux et départementaux » (Fontaine Le Bart, 1994, p.13). La notion cependant n'a pas vraiment fait école chez les politistes ni traversé les frontières. Outre-Atlantique, c'est surtout celle de *Local Government* qui a cristallisé les écrits fondateurs des années 1960 en opposant notamment les *élitistes* aux *pluralistes* autour de la question restée célèbre du *Who Governs* (Dahl, 1971). Cette controverse désignait le gouvernement municipal comme une catégorie d'analyse et posait la question des groupes d'intérêts en présence en orientant la focale sur les représentants élus (pour les uns) et sur les compromis sociaux locaux (pour les autres). Le débat illustre deux conceptions du pouvoir : la première axée sur la souveraineté et l'autorité légitime – le pouvoir comme possession ; et la seconde sur l'échange et la négociation – le pouvoir comme relation (Holeindre, 2014). Dans les années 1980 et 1990, au-delà des travaux des historiens sur les maires (par exemple Agulhon, 1986), on repère quelques ouvrages de synthèse en science politique *À la recherche du local* (Mabileau, 1989), théorisant le pouvoir local (Biarez, 1989), proposant une généalogie de la décentralisation (Ohnet, 1996) et du métier d'élu local (Fontaine Le Bart, 1999). Ce champ de connaissance est complété dans les années 2000 par des bilans sur les maires (Le Bart, 2003), le *leadership* territorial (Smith Sorbets, 2003), les élections dans les communes rurales (Barone Troupel, 2010), la gouvernance territoriale (Pasquier Simoulin Weisbein, 2007) ou encore le système politique local (Cadiou, 2009 ; Frinault, 2012 ; Pasquier, 2013). Cependant, il n'existe pas d'état des lieux académique contemporain consacré aux spécificités du *métier* d'élu local portant sur le cas français. Vu l'immensité de ce champ d'étude, nous nous contenterons ici de limiter le propos à quelques éclairages sur les potentielles évolutions apparues depuis vingt ans concernant la fonction et la trajectoire des leaders politiques urbains et régionaux.

Il nous semble d'abord utile de revenir dans une première partie sur quelques données connues en partant d'un article fondateur, « Le préfet et ses notables » (Worms, 1966), puis de mesurer la portée progressive des analyses consacrées au processus de professionnalisation des mandats locaux. Ces travaux montrent que les élus locaux de premier rang exerçaient un certain nombre de missions dessinant une fonction politique hybride sur deux registres complémentaires : d'une part des ressources de notabilité à la croisée du politique et de l'administratif, et d'autre part une appréhension de plus en plus entrepreneuriale et managériale des enjeux de

gestion publique et de développement économique. C'est sur cette combinatoire que le *métier* d' élu local s'est structuré en France, dans une dynamique politique où la décentralisation a surtout été conçue, pour reprendre une formule heureuse du doyen Hauriou, comme un *mode d'être de l'État*. Nous verrons cependant qu'il ne faut pas minorer les facettes plus symboliques de la fonction et notamment l'image prégnante du *chef d'orchestre* incarnant et dirigeant sa collectivité à partir d'un consensus en trompe-l'œil.

C'est précisément à partir de ce constat que la seconde partie tentera d'approfondir, sur un mode plus exploratoire, la dimension symbolique des mandats politiques locaux telle qu'elle a été définie autour de la notion d'*éligibilité territoriale*. En adoptant cette entrée dans son acception anthropologique, on perçoit mieux la portée des pratiques et des récits des élites politiques urbaines et régionales pour relier la capacité de gouverner à la mise en forme et à la mise en scène d'un imaginaire collectif territorialisé. La focale permet en premier lieu de mieux saisir comment ces engagements produisent des trajectoires incarnées, au sens où l'exercice du pouvoir révèle un processus dense d'identification des électeurs et à un territoire donné. Les témoignages nous renseignent aussi sur l'intensité émotionnelle de cette mise en scène sur trois registres : celui de l'histoire (un rapport sensible au passé, le leur et celui des institutions locales), celui du pouvoir (une façon passionnée de construire de la confiance auprès des habitants et dans les réseaux d'action publique), et celui du langage (une mise en discours des atouts et des projets de leur collectivité). Autant de clefs de lecture qui permettent de faire l'hypothèse que le *métier* se détache de la complicité notabiliaire départementale (et étatique) pour dessiner les contours d'une relation plus empathique (et territorialisée) de médiation avec les citoyens.

Élu local, une fonction politique hybride

À la fin des années 1990, la revue *Pôle Sud* m'avait sollicité pour un article de synthèse sur le « métier d' élu local » afin de spécifier les différents types d'espaces publics sur lesquels les élus locaux font leur apprentissage politique et gestionnaire (Faure, 1997). Par souci didactique, un découpage en trois points avait été retenu que l'on reprendra brièvement en le commentant avec quinze années de recul. Mon observation partait du constat que si la nature gestionnaire des activités des décideurs politiques locaux pouvait fortement varier avec la montée en puissance de la décentralisation, l'engagement des élus de premier rang, du maire rural au président de Région, contenait quelques invariants de nature politique. Mes hypothèses de travail tirées de recherches sur la décentralisation ont permis de percevoir une fonction hybride structurée par le *système* et par les *arènes* dans lesquels les élus locaux endossaient simultanément les habits du *notable* et de l'*entrepreneur*.

Le système des notables

Pour reprendre les termes utilisés par les sociologues des organisations dans les années 1960, c'est d'abord la médiation entre les *bureaucrates* et les *notables* qui caractérise les enjeux de régulation des administrations locales en France. Le diagnostic esquissé très tôt avec l'article de Jean-Pierre Worms sur « Le préfet et ses notables » conserve à cet égard une étonnante fraîcheur explicative sur l'idée que le local *fait système* à l'échelon de chaque département autour d'un langage commun (Worms, 1966) et de règles partagées sur l'exercice du pouvoir (Crozier Thoenig,

1975). C'est le monopole des interactions entre les *filiales élective et bureaucratique* qui a permis au préfet, aux élus et aux fonctionnaires de l'État déconcentré de tisser une solide toile d'araignée politico-administrative pour codifier les règles du jeu au sein de chaque *pouvoir périphérique* (Grémion, 1976). De nombreux travaux soulignent ici le rôle décisif de la présidentialisation et du cumul des mandats dans cette construction politique : le *notable* est une personnalité qui tire de son statut d'élu local le droit de faire de la politique pendant très longtemps et sur plusieurs niveaux de territoire à la fois. D'une part les carrières politiques s'inscrivent, sauf accident, dans la durée dès lors qu'une élection locale a validé l'entrée dans le cercle des maires. D'autre part, le mandat municipal permet presque *naturellement* d'entrer dans la compétition des postes de conseiller général, de député et de sénateur. Le cumul de plusieurs fonctions électives constitue alors la clef de voute du pouvoir local, permettant aux élus locaux de tisser des réseaux et de construire des alliances à l'échelon départemental et sur le temps long.

En restant dans la terminologie de l'époque, on constate que les *complicités notabiliaires* se sont recomposées à partir des années 1980 en liant le destin des élus aux hauts fonctionnaires sur un mode moins hiérarchique et mécanique mais tout autant structurant. Si les directeurs d'administrations déconcentrées ont progressivement disparu, de nouvelles collectivités se sont développées et professionnalisées (les régions et les intercommunalités). La fameuse *régulation croisée* entre l'électif et le bureaucratique est devenue singulièrement entrecroisée, mettant en dialogue et en négociation de multiples espaces concentriques infra- et supra-départementaux. La relation privilégiée des élus locaux avec les fonctionnaires *et les experts est devenue moins dépendante des grandes administrations de l'État* mais, progressivement, ce sont ces élites administratives et techniques qui se sont imposées comme des interlocuteurs décisifs dans la réorganisation des systèmes locaux. Leur rôle stratégique est resté comparable à celui des hauts fonctionnaires, à la croisée du territoire, de l'administratif et du politique. Et du maire rural au député européen (cumul des mandats oblige), tous les élus exercent leur mandat à partir de cette relation privilégiée, tant en interne (au sein de chaque collectivité locale) que dans les relations interterritoriales (pour les coopérations avec les administrations et les autres niveaux de collectivités territoriales).

Au fil des ans, les *notables* du système politico-administratif ont perdu pour partie leur boussole départementale au profit d'une multitude de configurations territoriales concurrentes et évolutives. Avec le développement des gouvernements urbains (Garraud, 1989), du pouvoir régional et de l'Union européenne, l'idée d'un *sacre* (Rondin, 1985) a fait long feu. Pour autant, de nombreux travaux ont conservé cette approche sur le constat que les élus locaux perpétuaient, dans leurs pratiques, une croyance historique dans la centralité du lien administratif reliant l'État à ses territoires. Malgré l'Europe, les régions et les métropoles, le *système départemental* alimente toujours, dans les représentations, une fonction d'opérateur symbolique étatique, celle-là même qui a scellé la « dramatique » de l'unité nationale sur des bases juridiques à la Révolution française (Alliès, 1980).

Les entrepreneurs de politiques publiques

Une deuxième façon d'étudier les élus locaux consiste à observer leur rôle dans les lieux où différents groupes de pression s'affrontent pour tenter d'orienter les priorités adoptées par la puissance publique. De nombreux travaux se sont intéressés à la façon dont les élus participaient à l'élaboration de nouvelles formes de pilotage des

politiques publiques en constatant un mode plus entrepreneurial que notabiliaire. À cet égard, les années 1980 ont sans doute marqué un tournant important avec la fragmentation croissante des enjeux du développement et l'enchevêtrement des lieux de décision suggérant l'avènement d'un *État territorial* (Duran Thoenig, 1996). Les transferts de compétences et de responsabilités liés à la décentralisation ont contraint les grandes collectivités locales à intervenir frontalement dans l'interprétation, dans la négociation et dans la modification des priorités d'intervention publique. Tous les échelons de collectivité territoriale ont été touchés, de même que presque tous les domaines d'intervention, du développement à l'aménagement en passant par l'éducation, la sécurité ou l'environnement. L'évolution a entraîné un changement significatif pour les élus locaux de premier plan en les mettant à *découvert* (sans l'expertise de l'État) et dans l'obligation de prendre publiquement position sur des débats de société.

Dans l'article adressé à *Pôle Sud*, nous avons évoqué l'émergence d'un *intérêt général-local* bousculant parfois frontalement la rationalité nationale et professionnalisée des arbitrages publics. Nous notions alors que pour se faire entendre, l'élu devait « adopter le cérémonial de l'entrepreneur, tout à la fois investi d'aptitudes à la performance et comptable du destin de son organisation en prenant en compte l'influence croissante des institutions parapubliques et des acteurs privés dans la codification territoriale des frontières de l'intérêt général » (Faure, *op. cit.*). Le diagnostic soulignait moins l'accroissement de son pouvoir de décision (juridiquement et financièrement souvent limité) que la légitimité croissante de sa présence au cœur des conflits locaux pour argumenter publiquement la conversion d'atouts sectoriels en ressources de développement local (qui plus est dans un contexte national où la conception gouvernementale verticale et hiérarchisée de l'action publique semblait céder le pas à des formes multi-acteurs plus horizontales de gouvernance territoriale).

Avec le recul, il apparaît que cette évolution préfigurait une tendance plus générale concernant le rôle de pilotage des politiques publiques joué dorénavant par les agglomérations, les départements et les régions. Ces collectivités ont en effet acquis et consolidé des leviers d'action considérables dans de multiples secteurs d'activités, plaçant les exécutifs politiques en position permanente d'arbitrage sur des choix stratégiques et sur la hiérarchisation des priorités publiques. Dans les débats conflictuels (et médiatisés) touchant par exemple les champs de l'aménagement, de la cohésion sociale ou de l'économie, on attend des leaders politiques locaux qu'ils maîtrisent de solides aptitudes d'écoute, d'expertise, de management et même de commandement, les plaçant dans une situation comparable à celle des élites politiques nationales impliquées dans des instances gouvernementales. Mais à la différence de ces derniers, leur fonction génère une dynamique symbolique qui paraît fortement conditionnée par chaque *esprit des lieux* (au sens des scènes locales décrites par l'École de Chicago). En effet, les élus locaux doivent l'incarner à partir d'une relation singulière avec les électeurs, les groupes d'intérêts et les réseaux d'acteurs. En étudiant l'apolitisme apparent des maires ruraux dans les années 1970, un sociologue américain avait mobilisé avec bonheur la métaphore du *chef d'orchestre* pour décrire le *consensus ambigu* promu par ces derniers dans leur commune (Kesselman, 1972). On reprendra volontiers l'image pour caractériser les élus entrepreneurs des années 2000 dans les grandes collectivités locales : leur rôle affiché de chef d'orchestre relève d'une opération symbolique en trompe-l'œil dans la mesure où l'harmonie apparente masque et transforme l'hétérogénéité et la

conflictualité des acteurs en présence. C'est cette équation particulière qui constitue la troisième facette de l'élu local, l'*éligible* choisi par la tribu et sans cesse sur la brèche pour rester en phase avec les valeurs et les représentations de ses électeurs. Cette perspective analytique a été ouverte par l'ethnologue Marc Abélès dans les années 1980 sur l'étude d'un département français (Abélès, 1989), mais elle n'a ni fait école ni suscité de vocation en science politique. C'est dommage car, comme nous allons tenter de le montrer dans une seconde partie, l'approche permet de montrer l'importance de ces *trajectoires incarnées* dans la codification et dans l'exercice du pouvoir local.

Le médiateur et ses citoyens : une trajectoire incarnée et territorialisée

Pour recenser les influences qui conditionnent les vocations politiques locales, nous avons adopté une méthode inductive et empathique en recueillant le témoignage d'une centaine d'élus locaux sur leur entrée en politique et sur leur façon d'exercer le pouvoir. Menés en tête à tête ou avec des étudiants de Master, les entretiens ont été orientés sur les émotions et les convictions de nos interlocuteurs à différents stades de leur socialisation politique : dans leur enfance et dans leur jeunesse (événements, traumatismes, personnalités), à l'épreuve des premiers combats électoraux (campagne, meetings), puis au fil de leurs prises de responsabilités et de leurs engagements dans l'action publique. En orientant la focale sur des récits intimistes, nous avons cherché à mieux informer les deux figures du notable et de l'entrepreneur sur leurs composantes symboliques en partant de l'intuition que le parcours des élus locaux illustre un travail singulier de médiation sur des valeurs et sur des questions identitaires. La recherche nous a permis d'approfondir cette hypothèse en repérant des influences structurantes sur les deux registres de l'histoire (le poids du passé) et du langage (la magie du verbe). Sur le plan méthodologique, le protocole de recherche adopté a combiné plusieurs corpus pour faire coexister les approches de l'entretien compréhensif et du récit de vie (Pinson Sala, 2007), tout en nous inspirant des méthodes ethnographiques de collecte des données *au ras du terrain* afin de saisir les représentations politiques dans d'autres dimensions du social.

De façon exploratoire, les lignes qui suivent visent à résumer des ouvertures dans deux directions analytiques : les empreintes du passé et la confiance/défiance dans les institutions, directions qui proposent des résultats saillants concernant l'intensité émotionnelle avec laquelle les élus locaux vivent leurs pratiques politiques. En étudiant la place des ressorts affectifs dans chaque engagement, nous nous inscrivons dans la suite des travaux fondateurs sur les conditions de formalisation des pulsions et sur les autocontraintes individuelles qui balisent la *civilisation des mœurs* (Elias Dunning, 1999). C'est l'idée que l'exercice du pouvoir révèle des discours, des postures et des scénographies où la rationalité des acteurs est impactée par des défis émotionnels de la vie sociale (Marcus, 2008 ; Sommier Crettiez, 2012). Il reste à savoir dans quelle mesure cette attention au *Quest for Excitement* valide, sur la longue durée, l'hypothèse de ruptures historiques dans les façons d'appréhender et de concevoir les fonctions de représentation politique. Le constat d'un *Turn Affect* fait l'objet d'importantes controverses académiques dans différentes disciplines en sciences de l'homme et de la société, tout particulièrement en socio-histoire et en historiographie. Le passage du *notable* au *médiateur* à la fin du XX^e siècle constitue à cet égard un indice, nous semble-t-il probant, dans cette direction.

Les empreintes du passé

Dans les entretiens avec les élus locaux, nous avons consacré une part conséquente des échanges aux conditions de leur entrée en politique. Bien que le poids du passé soit considéré comme une variable explicative importante, peu d'enquêtes s'interrogent explicitement sur les raisons profondes qui expliquent pourquoi des individus consacrent toute leur vie à la politique à l'échelon local. Des travaux novateurs ont récemment montré, sur l'engagement militant dans la cause animale, le moment déterminant des toutes premières phases de socialisation au cœur des « tendres sentiments du cercle familial » puis leur traduction décisive dans les « dispositifs de sensibilisation » comme le droit ou les médias (Traïni, 2014). Sur ce point, nous avons pu constater que la grande majorité des élus interrogés entretenaient une relation à la politique marquée par quelques événements fondateurs dans leur enfance, leur adolescence et leurs premiers combats politiques. La « profondeur » de ces empreintes paraît mesurable sur trois critères.

Le premier concerne les toutes premières émotions politiques dans la socialisation infantine. Pour les futurs élus locaux, la préformation du jugement politique semble explicitement indexée à des images précises sur l'autorité dans le cercle familial. Les *confessions* de la majorité de nos interlocuteurs insistent spontanément sur le poids de l'autorité paternelle et la volonté précoce d'affirmer dans ce domaine une posture singulière (de reproduction, de compensation ou d'opposition). On trouve aussi des développements éclairants sur des traumatismes familiaux (la perte d'un proche, des séparations, des déménagements) qui semblent avoir forgé et structuré des convictions fortes sur les registres de l'ordre, de la solidarité et de l'injustice. Des événements nationaux ou internationaux balisent aussi les parcours (une élection présidentielle, une crise ou un décès médiatisés, des manifestations, des accidents) en révélant des positionnements de type identitaire. Les récits d'enfance évoquent moins une politisation consciente qu'une découverte des enjeux de domination, mais les témoignages montrent l'acuité des futurs élus à percevoir les enjeux collectifs dans leur dimension dramatique ou tragique. Enfin, ces derniers affichent une appétence très supérieure à la moyenne pour des fonctions de représentation (chef de classe, porte-parole, responsable). L'adolescence et l'entrée dans la vie adulte confirment et amplifient une appréhension exacerbée sur les enjeux d'autorité et de représentation, si l'on en juge par l'importance accordée aux engagements militants (syndicats, associations, groupes d'usagers).

Extraits d'entretiens (morceaux choisis)

“J'avais six ans et je garde le souvenir vif de mes deux parents, en pleurs et abattus le soir du 10 mai 1981.”

“Tout le monde riait et s'embrassait, mon oncle d'Amérique a même téléphoné.”

“C'était une ambiance indescriptible, comme si un miracle avait eu lieu.”

“La politique amenait des tensions terribles à la maison et mon père prenait toujours un ton particulièrement solennel.”

“Ma mère et mon père n'étaient d'accord sur rien, je le sentais, j'en souffrais secrètement.”

“J'ai été élevé au biberon des prêtres ouvriers et des discours sur la charité.”

“J'avais 8 ans en 1943 et un énorme sentiment de fierté nationale quand on parlait des résistants.”

“Le coup d'État de Pinochet au Chili et la condamnation à mort d'anarchistes sous Franco, ce sont deux traumatismes dans ma mémoire d'enfant avec mes parents communistes très engagés.”

“À la mort de De Gaulle, j'avais 9 ans, j'ai été cherché un drapeau dans le grenier, j'étais totalement bouleversé.”

“Le décès de mon père était relié dans mon esprit d'enfant à son aura politique dans la commune.”

“J'ai perdu un grand frère à 6 ans, j'avais une sorte de mission à remplir pour le représenter.”

“L'image de mon grand-père paternel occupait tout l'espace des questions d'ordre et de sécurité, c'était une référence omniprésente.”

“Le récit sur l'Algérie française, c'est toute mon enfance, comme un bonheur familial immense à jamais englouti.”

“Le village était très divisé, on avait des ennemis ou des amis, il fallait toujours choisir, sans état d'âme.”

“Les renversements de gouvernements sous la IV^e [République] m'apparaissaient comme une fatalité de l'impuissance, un échec insupportable.”

“Il y a eu un conflit terrible au village parce que l'école allait fermer, ma mère était institutrice, je me sentais responsable.”

“Les moqueries sur mon père immigré me blessaient, me grandissaient, me donnaient de l'énergie.”

“Mon père ne disait jamais rien sauf pour la politique où on sentait une passion incroyable.”

“L'instituteur était comme habité quand il me parlait de la République, j'avais peur mais ça m'exaltait, j'imaginai des uniformes, des conquêtes, des honneurs... »

La deuxième empreinte du passé concerne la séquence particulière de l'entrée en politique. En étudiant la façon dont les futurs élus locaux racontent leurs premiers combats électoraux, on apprend (sans surprise) que la décision de candidater à une fonction électorale est attachée à une histoire familiale, un statut social, une profession, un terreau culturel, des affinités partisans et confessionnelles et des engagements collectifs. Ce faisceau de données qui construit l'*éligibilité* au sens anthropologique du terme nous renseigne sur les caractéristiques qui rendent une candidature symboliquement probable et acceptable dans un contexte sociospatial précis. À partir de son enquête sur les maires et les conseillers généraux dans le département de l'Yonne dans les années 1980, Marc Abélès avait mis en évidence les mécanismes de transmission des charges électorales en insistant sur l'importance des logiques de filiation et d'héritage (Abélès, *op. cit.*). L'ethnologue avait aussi débusqué un processus de différenciation territoriale en montrant que les règles de l'éligibilité différaient (parfois considérablement) d'une commune ou d'un canton à l'autre. Nos entretiens menés avec des leaders urbains et régionaux confirment le diagnostic de cette épaisseur socioculturelle et territoriale en la complétant sur la séquence précédant les élections. Dans tous les témoignages, la première campagne électorale est perçue *a posteriori* comme une épreuve initiatique déterminante, une expérience sensible unique au cours de laquelle les primo-candidats découvrent leur attrait pour le combat politique. Les élus insistent sur l'intensité émotionnelle de cette première exposition de soi en décrivant avec émoi les événements et les rencontres qui l'ont marquée et qui ont fait naître leur vocation. Notons à ce propos que si les futurs élus présentent souvent leur entrée en politique comme ne relevant que du hasard et d'un concours de circonstances (ce que les données d'éligibilité contredisent dans les faits), ils soulignent aussi une forme de saisissement et d'enivrement ressentie à l'occasion des premières joutes électorales. Ces éléments, qui confirment les analyses consacrées à la place parfois décisive des émotions dans l'engagement politique (Braud, 2007), permettent de considérer la séquence de l'entrée en politique comme un révélateur (plutôt qu'un déclencheur) de prédispositions particulières à la représentation et au *leadership*.

Le troisième critère sur le poids du passé concerne la façon dont les élus décrivent et commentent l'environnement territorial dans lequel ils ont fait leur apprentissage politique. Dans les termes néo-institutionnalistes du *Path Dependency* (Pierson,

2000), l'énigme classique de l'impact du temps long sur l'action publique est centrée sur le processus d'apprentissage, lentement codifié au fil des décennies, qui incite les acteurs à suivre des chemins institutionnels précédemment empruntés dans une logique nationale et sectorielle. Mais les travaux de sociologie historique sur les ingénieries du gouvernement déplacent la focale en soulignant la différenciation des expertises propre à chaque gouvernement local (Payre, 2007). Les entretiens avec les élus locaux confirment que la mise en circulation des savoirs s'opère différemment d'un territoire à l'autre. Ils nous informent notamment sur la façon dont l'identité locale s'impose comme une clef de lecture des enjeux institutionnels. Nos interlocuteurs s'appuient en effet en permanence sur leur expérience vécue à l'échelon local pour argumenter leur conception de l'intérêt général. Ce constat rejoint l'analyse de Marc Abélès selon laquelle le pouvoir local est à la fois producteur et manipulateur de territorialité. Dans un processus d'apprentissage où chaque *monde social local* (pour reprendre la terminologie pragmatiste) propose une interprétation singulière de la proximité entre les administrations et les administrés, les élus locaux affirment la fonction de chef d'orchestre repérée par Mark Kesselman : ils racontent leur conception de l'action publique au miroir déformant de cette expérience symbolique située. Leurs références à l'éducation, à la culture, à la religion, à la police ou à la solidarité semblent en permanence indexées à cette appréhension sensible et personnalisée des institutions locales.

Les premières émotions, l'entrée en politique et l'esprit des lieux révèlent les différentes empreintes historiques qui construisent *l'habitus territorial* de l' élu local. Ce poids du passé a toujours existé et il a toujours structuré les figures du *notable* et de l'*entrepreneur*. Cependant, il nous semble que cette façon d'habiter émotionnellement et symboliquement un mandat politique prend une dimension différente dès lors que le *jardin à la française* de la décentralisation perd de sa singularité et de sa prégnance, notamment avec la disparition de l'expertise des agents de l'État. Ce sont les résultats d'une enquête régionale comparée sur les élus locaux entre la France et l'Italie qui m'ont orienté sur cette piste en constatant la place décisive des *trajectoires incarnées* des élites locales dans la conduite des politiques publiques à Naples et à Lyon (Faure, 2011). En étudiant la trajectoire des élus locaux à partir d'un échantillon sociologique assez comparable, il est apparu que leur représentation du monde construite dans leur enfance et sur un territoire précis impactait directement et puissamment leur conception de la conduite des politiques publiques, à la manière de marqueurs sociétaux enfouis dans une histoire longue mais déterminants dans les situations d'instabilité ou d'innovation. La notion de *trajectoire incarnée* décale en quelque sorte la focale de la question de la violence légitime en suggérant que le leadership politique n'est pas seulement l'effet mécanique de variables sociologiques. Ce résultat nous a convaincu de la nécessité de prendre au sérieux les composantes émotives de la décision publique urbaine et régionale et d'en historiciser les rouages pour éclairer l'analyse des enjeux contemporains de gouvernance territoriale.

Nous avons aussi questionné les élus locaux sur leurs prises de responsabilités et leurs engagements dans l'action publique au quotidien. En orientant toujours l'observation sur l'intensité émotionnelle de ces témoignages, il semble possible de collecter des informations inédites sur le *gout du pouvoir* et sur la *magie du verbe*. Ces deux énigmes politiques sont couramment évoquées pour caractériser (sans vraiment l'expliquer) la puissance du *notable*. Les enjeux de domination et de communication politiques font certes l'objet de nombreux travaux dans le monde

académique, mais la division du travail scientifique a entraîné une lecture politique statocentrée de cette mise en ordre du monde. On sait que les objets de recherche se construisent sur les concepts que les disciplines bricolent dans leur *atelier* (Favre Fillieule Jobard, 2007). À cet égard, l'étude des *effets de localité* a assurément souffert, en science politique, d'un puissant tropisme étatique chez les politistes, ces derniers n'étudiant les ressorts de la confiance et du langage que sur un mode national et aterritorial, abandonnant d'une certaine façon l'objet « local » aux géographes, aux sociologues et aux historiens. Il nous semble pourtant que des passerelles sont nécessaires parce qu'elles ouvrent des pistes analytiques sur les façons territorialisées de faire de la politique et de parler politique.

Faire de la politique (la confiance avec les électeurs)

La première piste (la relation gouvernant-gouvernés) est traditionnellement explorée par les politologues sur des mandats électoraux précis (maire, conseiller général, leader intercommunal, départemental ou régional). Ces travaux indexent mécaniquement un *rôle* à un type de collectivité locale, à des domaines d'intervention et à un public précis. Les entretiens que nous avons menés sur plusieurs échelons de collectivités et dans différents pays permettent de repérer trois singularités qui transcendent peut-être les particularités politico-institutionnelles de ces jeux de rôles.

On constate d'abord une propension partagée des élus à argumenter leur mandat sur la confiance qui les lie et les relie à des électeurs sur un espace précis. Dans son ouvrage controversé sur *La société contre l'État*, l'anthropologue Pierre Clastres avait montré comment, au sein de certaines communautés locales dites primitives ou pré-étatiques, le pouvoir était vénéré en son impuissance, le chef tirant sa légitimité non de son autorité dans la réciprocité et l'échange mais de sa capacité à incarner une forme de pouvoir réduite à des fonctions symboliques (Clastres, 1977). Ses réflexions sur l'existence d'un pouvoir politique non coercitif se sont démarquées des théories de la représentation et de l'État en assignant d'abord au leader un rôle limité de définition et d'affichage de valeurs territoriales communes. Dans tous les témoignages que nous avons recueillis, on retrouve la description de ce processus singulier de territorialisation de la pacification et de la coordination avec les habitants et avec les groupes d'intérêts. Les élus commentent toujours leurs campagnes et leurs victoires électorales en insistant sur leur capacité d'écoute et sur la relation personnalisée qui s'est établie à cette occasion avec les électeurs. Plus que l'image parfois mobilisée du *pater familias* (image historiquement ancrée sur la toute-puissance d'un mandat) et au-delà des rapports de force et du clientélisme, les témoignages racontent d'abord une forme d'empathie émotionnelle sur un destin commun : les élus locaux s'estiment redevables de leurs promesses initiales et se perçoivent comme les obligés vis-à-vis de ceux qu'ils représentent.

Une deuxième singularité du rapport gouvernant-gouverné concerne leur conception de l'action et de la décision publiques dans ce contexte de proximité et de dépendance. Lorsque l'on interroge les élus sur leurs *trophées* en matière d'action publique, ils racontent cette facette performative sans établir de correspondance directe avec leurs compétences et leurs prérogatives ni la rapporter nécessairement à des faits d'armes médiatisés. Ce constat fait écho aux travaux de Robert Putnam lorsque ce dernier tente d'expliquer les écarts de rendement institutionnel et de performance publique entre les régions italiennes. Dans son ouvrage *Making Democracy Work* (Putnam, 1993), le sociologue a tenté d'objectiver le *mystère de la*

performance institutionnelle en spécifiant la sensibilité civique des individus sur des différences historiques tranchées entre le Nord et le Sud de l'Italie. Cette lecture inscrite dans la tradition des *Cultural Studies* prend tout son sens à l'écoute des ressorts du combat politique, tels que les élus locaux les perçoivent et les racontent. Les récits contrastés sur leurs trophées suggèrent que chaque arène politique n'affecte pas la même importance ni la même intensité aux revendications et aux mécontentements des individus. Si l'on reprend la célèbre classification proposée dans l'étude *Exit, Voice and Loyalty* (Hirschman, 1970), on pourrait dire que le retrait, la protestation et la fidélité se déclinent différemment selon chaque contexte local et qu'il est donc indispensable de territorialiser la lecture des conflits arbitrés par les élus locaux pour en comprendre l'instrumentalisation politique.

La troisième singularité concerne enfin le rôle des leaders politiques locaux dans les *forums de politiques publiques*. Avec la terminologie classique distinguant les *arènes* (lieux multiples de confrontation entre les acteurs et les groupes d'acteurs) des *forums* (espaces plus stratégiques de traduction des problèmes en programmes et règlements), on dispose déjà de données fournies sur l'articulation entre les *filiales bureaucratiques et électives* (le système des notables) et sur la professionnalisation des dispositifs (les élus entrepreneurs de politiques publiques). Mais les témoignages des élus locaux nous orientent aussi sur ce qui constitue peut-être une singularité de l'action publique territoriale : les négociations se déroulent sur le mode du *tournoi*, au sens où les joutes semblent toujours indécises (il n'y a plus vraiment d'acteur hégémonique) et les victoires ne sont jamais définitives (chaque nouveau tournoi peut remettre en cause la hiérarchie précédemment établie). La nouveauté provient du fait que les leaders politiques régionaux et urbains se déclarent moins dépendants des jeux nationaux et catégoriels de la régulation publique. Ce résultat permet d'enrichir les travaux consacrés à la *boîte noire* de la décision publique sur la question centrale des résistances au changement institutionnel en suggérant qu'en se territorialisant, les tournois d'action publique perturbent le *Path Dependancy* des institutions.

Parler politique (les récits sur l'intérêt général)

La seconde piste concerne précisément la mise en récit des politiques publiques et des missions d'intérêt général. Depuis une vingtaine d'années, des travaux se spécialisent sur une approche qualifiée de cognitive qui vise à analyser les mécanismes de médiation entre les acteurs (Muller, 2005), les constructions langagières spécifiquement politiques (Bacot, 2010) et les conditions discursives de la *fabrique politique des politiques publiques* (Zittoun, 2013). Ce tournant linguistique s'intéresse à *l'ordre du discours* et aux « *mots qui font violence aux choses* » (Foucault, 1971) dans les énoncés de politiques publiques. Pour mesurer le rôle des élus locaux dans cette production de sens, on reviendra volontiers sur le paradoxe souligné par Pierre Clastres constatant que les chefs qu'il a étudiés possédaient la « grande parole » mais qu'ils ne donnaient pas d'ordre. Comment le discours des leaders politiques locaux impacte-t-il la décision publique? Dans quelle mesure les plaidoyers sur l'identité et la proximité modifient-ils les représentations du bien commun? Dans des thèses récentes de science politique qui abordent la question de la place et du rôle du langage dans l'exercice du pouvoir urbain et régional, on repère schématiquement trois tendances analytiques. La première s'intéresse à la *confiscation du pouvoir* par les élites en prenant l'exemple des intercommunalités urbaines qui se développent sans se démocratiser, à partir d'un consensus interdisant

les décisions importantes et en évacuant toute conflictualité politique au seul profit des maires (Desage Guéranger, 2013). En tendance presque opposée, d'autres chercheurs repèrent les nouveaux référentiels de l'action publique métropolitaine qui montrent que la profusion des discours performatifs provoque des *basculements irréversibles* dans l'organisation des villes (Ben Mabrouk, 2006) et génère une période d'*indéfinition* avec un *entre-soi politique* inédit au cœur de chaque configuration territoriale (Mévellec, 2008). Des travaux montrent aussi que les nouvelles dynamiques managériales favorisent simultanément une dérive oligarchique (Pinson) et la montée en puissance de véritables *entrepreneurs territoriaux* au cœur des administrations métropolitaines (Idt 2009 ; Arab Lefevre, 2011).

À mi-chemin entre ces deux diagnostics, on voit émerger une troisième catégorie de thèses relativement inédites qui s'intéressent spécifiquement à la façon dont les jeux de langage alimentent et brouillent l'action publique territoriale. On trouve par exemple dans cette catégorie une recherche sur les systèmes politiques régionaux dans la Russie post-communiste dans laquelle les effets de territorialité sont appréhendés non pas comme de simples curseurs du changement mais comme des mondes sociaux locaux en mouvement (Tortchinski, 2011). Empruntant la piste linguistique pour décrypter une apparente « *fatalité culturelle de l'échec* », la chercheuse détaille le processus différencié de codification des motifs d'enchantement et de désenchantement entre les citoyens et les autorités publiques. La même piste narrative est explorée dans une thèse consacrée à l'invention contrariée du *Grand Montréal* (Tomàs, 2012). En décrivant dix ans d'une *bataille politique pour penser métropolitain*, l'étude montre de façon convaincante comment les acteurs, les experts et les observateurs s'opposent d'abord dans leur façon normative (et différenciée) de théoriser l'idéal du bien commun et comment ils instrumentalisent un socle de valeurs légitimes (l'équité, la démocratie, l'efficacité, la compétitivité...) pour tenter d'imposer leur propre conception du « bon » modèle et des « bonnes » valeurs à promouvoir. On retrouve ce questionnement sur des cas français à l'étude du grand récit méditerranéen de la ville de Marseille (Maïsetti, 2012). L'auteur analyse de façon originale la logique d'un récit qui s'impose malgré l'extrême fragmentation politique du territoire. Il en conclut que la *façade du territoire* (au sens goffmanien du terme) n'est pas produite par un groupe dominant mais que ce *savoir indigène* est utilisé par les experts comme une ressource à la fois souple et élastique à l'échelon infra-métropolitain. Le diagnostic des processus discursifs territorialement différenciés est aussi développé dans une thèse pluridisciplinaire consacrée à la fabrique territoriale des raisonnements politiques lors des élections présidentielles de 2007 (Sainty, 2012). Appuyant l'observation sur différents types d'espaces dans la région Rhône-Alpes, l'auteure montre comment le *territoire subjectif* des électeurs procède d'une représentation de l'ordre politique local qui confère aux notions de *mondialisation* et d'*Europe* des acceptations très différentes d'un micro-territoire à l'autre.

Toutes ces thèses récentes ont pour point commun de prendre au sérieux l'exercice du pouvoir local dans ses expressions narratives en partant du constat empirique que les discours politiques ne relèvent pas que d'une pure logique de domination symbolique. Dans le *mainstream* de la tradition intellectuelle théorisée par Pierre Bourdieu sur *Ce que parler veut dire* (Bourdieu, 1982), la violence symbolique du langage semble toujours instrumentalisée au profit assez exclusif des détenteurs du pouvoir politique. La jeune recherche nous invite ici à nuancer le diagnostic en

confirmant certes l'hypothèse d'un rapport de force dans la construction symbolique de la réalité entre gouvernants et gouvernés mais sans valider la thèse constructiviste d'une *complicité subie* et asymétrique. Si l'on revient aux travaux fondateurs en science politique sur les élus locaux, l'analyse a toujours placé la focale sur la prégnance des complicités politico-administratives au sein de l'appareil étatique. Certaines thèses de la jeune recherche et nos propres travaux sur le pouvoir métropolitain et sur le pouvoir régional dans une perspective comparatiste (Faure Leresche Muller Nahrath, 2007) revisitent les invariants de ce *mode d'être de l'État* sur trois points sensibles : les doctrines professionnelles sont parfois remises en cause (au sein des grandes collectivités locales et à l'échelon européen) par de nouvelles grammaires sur la gouvernance territoriale (Pasquier Simoulin Weisbein, 2007) : les récits de type identitaire et régionaliste portés par leurs leaders pour légitimer les nouveaux champs de compétences renouvèlent parfois frontalement les argumentaires sur l'intérêt général ; enfin des coalitions discursives inédites se précisent à plusieurs niveaux (dans les dispositifs participatifs, dans les partenariats public-privé, chez les experts en communication politique) qui bousculent les référentiels d'action publique traditionnellement produits à l'échelon national.

Avec la montée en puissance de la décentralisation, la fonction d'élu local s'est professionnalisée sur une équation hybride combinant les rôles politiques du notable et de l'entrepreneur. L'évolution semble avoir conforté dans un premier temps les interdépendances politico-administratives du *jardin à la française*. Cependant, on constate que les leaders politiques locaux expérimentent ces nouvelles responsabilités en conférant au dialogue avec les électeurs une intensité émotionnelle particulière. Les témoignages que nous avons recueillis permettent en effet de constater que leur exercice du pouvoir semble placé sous une double influence personnalisée (l'empreinte des premières émotions et de l'entrée en politique) et territorialisée (l'engagement dans les campagnes électorales, dans les arènes politiques locales et dans les forums régionaux de politiques publiques). Bien au-delà du seul cas français, ces résultats suggèrent que les leaders politiques locaux construisent dorénavant une part conséquente de la légitimité de leur mandat sur leur capacité à incarner un territoire et à raconter son identité. La question des politologues est alors moins de savoir qui domine (ou qui gouverne) que de repérer comment les *ordres locaux* se régulent, autour de quelles valeurs partagées sur le bien commun. À l'instar des travaux sur les référentiels de *l'État en action* (Muller, 2012) et de ceux sur les *lieux du politique* dans une dynamique mondialisée qui déborde les États-nations (Abélès, 2014), c'est l'hypothèse d'un *État local en action* qu'il faut aussi explorer dès lors qu'au verbe républicain et national des complicités entre le préfet et ses notables succèdent des récits passionnés entre le médiateur et ses citoyens dans chaque configuration territoriale.

Références bibliographiques

- Abélès Marc, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989, 352 p.
- Abélès Marc, *Penser au-delà de l'État*, Paris, Belin, 2014, 200 p.
- Agulhon Maurice (dir.), *Les maires en France, du Consulat à nos jours*, Paris, Sorbonne, 1986, 46 p.
- Alliès Paul, *L'invention du territoire*, vol. 49, n° 1, Grenoble, PUG, 1980, 186 p.

Alain Faure, « Les passions de l'élu local, du notable au médiateur », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

- Arab Nadia, Lefeuvre Marie-Pierre, « Des cadres territoriaux au cœur des coopérations institutionnelles : les "entrepreneurs métropolitains" », *Politiques et Management public*, vol. 28, n° 4, 2011, p. 399-415.
- Bacot Paul (dir.), *Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010)*, Paris, ENS Éditions, 2010, 228 p.
- Barone Sylvain, Troupel Aurélie (dir.), *Battre la campagne. Élection et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Politiques », 2010, 350 p.
- Ben Mabrouk Taoufik, *Le pouvoir d'agglomération en France. Logiques d'émergence et modes de fonctionnement*, Paris, L'Harmattan, 2006, 342 p.
- Biarez Sylvie, *Le pouvoir local*, Paris, Économica, 1989, 310 p.
- Bourdieu Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, 248 p.
- Braud Philippe, *Petit traité des émotions, sentiments et passions politiques*, Paris, Armand Colin, 2007, 366 p.
- Cadiou Stéphane, *Le pouvoir local en France*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2009, 208 p.
- Clastres Pierre, *La société contre l'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1974, 192 p.
- Dahl Robert, *Qui gouverne ?*, Paris, Armand Colin, 1971, 373 p.
- Desage Fabien, Guéranger David, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir », 2011, 247 p.
- Duran Patrice, Thoënic Jean-Claude, août 1996, « L'État et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 4, pp. 580-622.
- Elias Norbert, Dunning Éric, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, 392 p.
- Faure Alain, « Les apprentissages du métier d'élu local : la tribu, le système et les arènes », *Pôle Sud*, n° 7, novembre 1997, pp. 72-79.
- Faure Alain, « Les motifs (dés)enchantés de l'action publique régionale à Lyon et à Naples », dans Barone Sylvain (dir.), *Les politiques régionales en France*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 207-233.
- Faure Alain, Leresche Jean-Philippe, Muller Pierre, Nahrath Stéphane (dir.), *Action publique et changements d'échelles : les nouvelles focales du politique*, Paris, L'Harmattan, 2007, 320 p.
- Favre Pierre, Fillieule Olivier, Jobard Fabien, *L'atelier du politiste : Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, 384 p.
- Fontaine Joseph, Le Bart Christian, *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, 1994, 369 p.
- Foucault Michel, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, 82 p.
- Frinault Thomas, *Le pouvoir territorialisé en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Didact Sciences Politiques », 2012, 443 p.
- Garraud Philippe, *Profession : homme politique. La carrière politique des maires urbains*, Paris, L'Harmattan, 1989, 222 p.
- Grémion Pierre, *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Seuil, 1976, 477 p.
- Hirschman Albert, *Exit, Voice and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, 162 p.
- Holeindre Jean-Vincent (dir.), 2014, *Le pouvoir. Concepts, Lieux, Dynamiques*, Paris, Éditions Sciences humaines, 398 p.
- Idt Joel, *Le pilotage des projets d'aménagement urbain : entre technique et politique*, thèse de doctorat, université Paris VIII, 2009.
- Kesselman Mark, *Le consensus ambigu. Étude sur le gouvernement local*, Grenoble, Cujas, 1972, 190 p.
- Le Bart Christian, *Les maires, sociologie d'un rôle*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2003, 224 p.

Alain Faure, « Les passions de l'élu local, du notable au médiateur », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

- Mabileau Albert (dir.), *À la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan, 1993, 231 p.
- Maisetti Nicolas, *Marseille en Méditerranée. Récit politique territorial de l'action publique locale internationale*, thèse de science politique, université de Paris 1, 2012, 752 p.
- Marcus Georges E., *Le citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 300 p.
- Mevellec Anne, *La construction politique des agglomérations au Québec et en France*, Laval, Presses de l'Université de Laval, 2008, 291 p.
- Muller Pierre, « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs », *Revue française de science politique*, n° 55, 2005, pp. 157-187.
- Muller Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2012, 128 p.
- Ohnet Jean-Marc, *Histoire de la décentralisation française*, Paris, Librairie générale française, 1996, 351 p.
- Pasquier Romain, *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012, 382 p.
- Pasquier Romain, Simoulin Vincent, Weisbein Julien (dir.), *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*, Paris, LGGJ, « Droit et Société, Série Politique », 2007, 235 p.
- Payre Renaud, *Une science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Éditions, 2007, 309 p.
- Pierson Paul, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *The American Political Science Review*, n° 94, 2000, pp. 251-267.
- Pinson Gilles, Sala Valérie, 2007, "Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ?", *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 5, pp. 555 à 597.
- Pinson Gilles, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux débats », 2009, 420 p.
- Putnam Robert D., *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993, 258 p.
- Sommier Isabelle, Crettiez Xavier, *Les dimensions émotionnelles du politique. Chemins de traverses avec Philippe Braud*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 358 p.
- Smith Andy, Sorbets Claude (dir.), *Le leadership politique et le territoire. Les cadres d'analyse en débat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003, 296 p.
- Tomàs Mariona, *Penser métropolitain ? La bataille politique du Grand Montréal*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 2012, 228 p.
- Traini Christophe, « Les protecteurs des animaux et le droit. Refoulement ou formalisation des émotions? », *Droit et Société*, n° 87, 2014, pp. 465-481.
- Worms Jean-Pierre, « Le préfet et ses notables », *Sociologie du Travail*, n° 3, 1966, pp. 249-275.
- Zittoun Philippe, *La fabrique politique des politiques publiques. Pour une approche pragmatique de l'action publique*, Paris, Presses de Science Po, 2013, 340 p.

L'auteur

Alain Faure est chercheur en science politique CNRS à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Il dirige des enquêtes sur le pouvoir local et la territorialisation des politiques en France et à l'étranger au sein du laboratoire PACTE. Ses principales hypothèses sur l'analyse des élites politiques locales concernent trois énigmes politiques en particulier : le poids du passé, la confiance/défiance entre élus et électeurs et la portée des récits d'action publique. Il a publié plusieurs ouvrages collectifs sur la gouvernance territoriale et les changements d'échelles dans une perspective comparée.

Carnet de recherche: <http://enigmes.hypotheses.org/>

Alain Faure is a CNRS researcher in political science attached to the Grenoble Institut d'Etudes Politiques. As part of the PACTE research laboratory, he directs investigations into the nature of local political power and the territorial question in politics both in France and in other countries. In analyzing local political elites, his principal hypotheses are particularly concerned with three enigmatic political factors: the weight of the past, the degrees of trust/mistrust between electors and those elected and the importance of specific narratives in public policy-making. He has published several collective works on territorial governance and the importance of changes of scale viewed in a comparative perspective.

Research Notebook: <http://enigmes.hypotheses.org/>

Résumé

Les recherches de science politique sur la décentralisation en France montrent une progressive hybridation du métier d'élu local (à la fois notable et entrepreneur). L'article fait l'hypothèse qu'il faut aussi s'intéresser aux facettes plus symboliques du mandat dans ses empreintes historiques et émotionnelles. Des travaux récents suggèrent à cet égard qu'au-delà du seul cas français, les leaders politiques locaux construisent dorénavant une part conséquente de leur légitimité sur leur capacité de médiateur pour incarner un territoire et raconter son identité.

Mots clés : élu local ; décentralisation ; mandat ; médiation ; éligibilité.

Abstract

Political Science works on decentralization in France show a progressive hybridization of local elected representatives (both notable and boss). This paper assumes that we must also focus on more symbolic aspects of the electoral mandate in its historical and emotional dimensions. Recent works suggest in this regard that beyond the French case, local political leaders now build a significant part of their legitimacy on their ability to embody mediator territory and telling its identity.

Key words : Elected Representative; Decentralization; Electoral Mandate; Mediation; Eligibility.

Pour citer cet article : Alain Faure, « Les passions de l'élu local, du notable au médiateur », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]